

**COMMISSION PERMANENTE DE
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies
Séance du 13 octobre 1995

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur JACOBS, vice-président
messieurs BERTOUILLE, et LURQUIN et MOORAT,
membres effectifs

Section néerlandaise:

monsieur CROISIAU, vice-président
messieurs DECLERCK et VAN EECKAUTE,
membres effectifs
madame CLAES, membre suppléant

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur d'administration
- adjoint bilingue

27.167/I/PF
JJP/DH

Par lettre du 5 septembre 1995, le ministre des Affaires sociales a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques de l'Office de Sécurité sociale d'Outre-mer (O.S.S.O.M.).

Ce projet est la conséquence d'une adaptation du cadre organique intervenue suite à la radioscopie et à la réforme de la carrière des agents. Le cadre organique sur lequel le projet de cadres linguistiques est basé, a été approuvé par le ministre du Budget

et par celui de la Fonction publique en date du 20 mars 1995, et fixé par arrêté royal du 23 juin 1995 (M.B. 17.08.1995).

Le projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques renvoie à l'arrêté royal du 14 septembre 1994 déterminant, en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966, les grades des agents soumis au statut des agents de l'Etat, qui constituent un même degré de la hiérarchie.

Le ministre propose de répartir les 149 emplois comme suit (article 1er du projet d'arrêté royal):

Degrés de la hiérarchie	Cadre F.	Cadre N.	Bil. F.	Bil. N.
1	1	1	1	1
2	2	2		
3	6	4		
4	8	6		
5	3	4		
6	44	31		
7	17	13		
8	3	2		
Total	84	63	1	1

Les organisations syndicales reconnues au ministère des Affaires sociales ont été consultées conformément à l'article 54, 2ème alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ème alinéa, 60, § 1er, et 61, § 5, des L.L.C., la C.P.C.L., siégeant sections réunies, a émis, à l'unanimité des voix, l'avis suivant.

*

*

*

1) Répartition des emplois de direction

Les emplois des degrés 1 et 2 de la hiérarchie sont répartis de manière paritaire et le nombre des emplois inscrits au cadre bilingue s'élève à 2 sur un total de 8.

Cette répartition est conforme aux dispositions de l'article 43, § 3, des L.L.C.

La C.P.C.L. émet dès lors un avis favorable quant à la proposition ministérielle.

2) Répartition des emplois des degrés 3 à 8

Le ministre propose de répartir les 141 emplois selon les proportions 57,64% F. - 42,36% N. des cadres linguistiques existants (cfr. avis C.P.C.L. 23.143 du 20 novembre 1991). Elle part du principe que l'importance que les régions linguistiques représentent pour le service, n'a subi aucune modification.

La répartition est basée sur une pondération du volume de travail produit par les affaires suivantes:

- les affaires localisées ou localisables, subdivisées comme suit: si l'affaire est localisable dans une des deux régions linguistiques, la langue de cette région, et, si l'affaire est localisable dans Bruxelles-Capitale ou à l'étranger, la langue utilisée par le particulier;
- les affaires localisées en région de langue allemande et celles d'administration générale, mis à part le service juridique dont le travail se base sur des dossiers individuels: parité N./F.

La justification d'un choix identique des clés de répartition est la constatation statistique qu'aucun glissement et changement importants ne se sont opérés depuis la fixation, pour les degrés 3 à 12, des cadres linguistiques existants (arrêté royal du 24 janvier 1992) et depuis l'avis 23.143 émis, à l'unanimité, par la C.P.C.L. en date du 20 novembre 1991.

L'avis précité est basé sur une enquête circonstanciée, consacrée, à l'époque, par la C.P.C.L., à l'importance que les communautés linguistiques représentaient pour chacune des activités de l'O.S.S.O.M. Cette importance a été démontrée par des données chiffrées détaillées concernant le nombre des ayants droit, celui des décisions prises et ceux des pièces

et dossiers. Les chiffres concernaient les pensions, l'assurance maladie-invalidité, les allocations familiales, les accidents du travail, les maladies professionnelles, les soins de santé et les paiements des pécules de vacances. A l'époque, des fonctionnaires de l'O.S.S.O.M. sont venus expliciter ces données.

Le ministre a également donné une description des tâches de l'O.S.S.O.M. Elle a, en outre, communiqué des données chiffrées portant sur la période 1994-95 et concernant les secteurs Maladie-Invalidité, Accidents du travail et Maladies professionnelles, plus spécifiquement le nombre des assurés bénéficiant d'une prestation. Le ministre compare ces chiffres à ceux de la période 1987-89 (chiffres des cadres linguistiques existants):

- Maladie et Invalidité	1987-89: 70,20% F - 29,80% N 1994-95: 69,65% F - 30,34% N
- Accidents du travail	1987-89: 75,68% F - 24,32% N 1994-95: 74,28% F - 25,72% N
- Maladies professionnelles	1987-89: 92,66% F - 7,44% N 1994-95: 92,00% F - 8,00% N

Quant aux proportions du volume de travail, ces données reflètent une tendance identique à celle des cadres linguistiques existants et confirment la thèse avancée par le ministre selon laquelle aucun glissement d'importance ne s'est opéré depuis la fixation des cadres linguistiques existants.

Le ministre a également tenu compte du fait que l'O.S.S.O.M. remplit aussi des tâches d'ordre général, ainsi que des travaux d'étude et de conception. Les données transmises font apparaître que ces activités représentent 1/3 de la totalité des activités de l'O.S.S.O.M. et qu'elles sont réparties de façon égale (50/50) entre N. et F.

Par ailleurs, deux autres critères de répartition ont été retenus: le respect égal des deux langues nationales et celui des intérêts matériels et moraux des deux communautés linguistiques (cfr. arrêt C.E. 16.342 du 2 avril 1974).

Tenant compte de ces éléments, la C.P.C.L. émet, dès lors, un avis favorable quant à la répartition 57,64% F. - 42,36% N, soit 81 emplois F. et 60 emplois N., proposée pour les services de l'O.S.S.O.M.

Cette répartition permet, en effet, à l'O.S.S.O.M. de traiter les affaires d'une manière correcte dans le cadre de la législation linguistique.

La C.P.C.L. attire cependant l'attention sur le fait que la proportion 57,64% F. - 42,36% N. proposée, n'est pas respectée aux degrés 5 et 6. Elle estime qu'à ces degrés, la répartition des emplois doit, dès lors, s'effectuer comme suit:

- degré 5: 4 F. et 3 N.
- degré 6: 43 F. et 32 N.

*

* *

Le présent avis est notifié au ministre des Affaires sociales. Conformément à l'article 61, § 3, 2ème alinéa des L.L.C., le ministre est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 13 octobre 1995.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.-M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS